

*Questions orales*

**M. Mulroney:** Le député de Terre-Neuve trouve que je suis allé un peu loin pour une séance de photographie. Mais que dire de Jean qui est allé se faire photographier avec George?

**M. Barrett:** Voyez ce qui est arrivé à George.

**M. Mulroney:** J'en suis très contrarié, mais je dois lui donner une note parfaite dans ce cas, et cela ne fera pas l'affaire du président Clinton. Je serai toujours là, mais en ce qui concerne l'autre, je n'en suis pas si sûr.

La question du député portait sur le commerce. J'ai dit que le président a déclaré à plusieurs reprises qu'il allait signer l'Accord de libre échange nord-américain tel qu'il est. Le président propose de conclure des ententes supplémentaires avec le Mexique, plus particulièrement en ce qui concerne les points dont il a parlé, et qui n'ont aucun effet sur l'ALENA qui a été conclu. Le président Clinton a dit: «C'est exact.»

Le président a ajouté, et je le dis en passant, dans l'intérêt du député de LaSalle—Émard: «Et j'ajouterais que le gouvernement du premier ministre Mulroney a déjà un excellent dossier en ce qui a trait à l'environnement.»

**L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord):** Monsieur le Président, le premier ministre a raison, dans la mesure. . .

**Des voix:** Bravo!

**M. MacLaren:** . . .où il décrit parfaitement la situation, mais il sait que, durant la campagne électorale, le président Clinton avait déclaré qu'il ne procéderait pas à la mise en oeuvre de l'ALENA dans son état actuel, et j'insiste sur le mot mise en oeuvre, qu'il ne procéderait pas à la mise en oeuvre de l'ALENA avant que ne soient négociés les accords complémentaires sur l'environnement et les normes de travail.

Permettez-moi de poser la question suivante au premier ministre. Nous savons tous parfaitement bien que les difficultés que nous avons connues dernièrement avec le porc et l'acier découlent de l'absence de toute entente sur les subventions. Le premier ministre, au nom du Canada, pourrait-il faire valoir l'intérêt canadien en demandant une entente complémentaire sur les subventions, parallèlement à ce que fait le président Clinton en insistant sur des ententes complémentaires en matière d'environnement et de normes de travail?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le député mentionne la position exprimée par le président Clinton durant la campagne électorale. Je lui parlais de la position exprimée vendredi après-midi par le président Clinton, qui est très nette:

l'ALENA est un accord autonome qu'il approuve tel quel. La mise en oeuvre. . .

**M. Tobin:** Non, Brian, non.

**M. Mulroney:** Le député de Terre-Neuve est-il devenu expert de la pensée du président Clinton.

**M. Tobin:** Je commence à vous énerver.

**M. Mulroney:** Non Brian, vous ne m'énervez pas. J'ai observé la «meute», qui a eu la peau d'un chef libéral et qui est en train de. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Pour ce qui concerne la question du député, le point qu'il a soulevé est en cours d'étude et de résolution aux négociations du GATT.

J'ai indiqué au président qu'à notre avis, l'une des meilleures mesures à prendre afin d'affirmer un leadership profitable pour les États-Unis et pour tous ses partenaires commerciaux, était d'en arriver à une entente dès que possible dans le cadre du GATT. Cette façon de faire permettrait entre autres de régler le problème qu'a soulevé avec raison le député; c'est-à-dire que tout échec des négociations du GATT signifierait la perte des progrès réalisés durant l'Uruguay Round et la possibilité d'incidences dévastatrices sur tous les pays, les États-Unis autant que le Canada.

\* \* \*

**BELL CANADA**

**M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur):** Monsieur le Président, vendredi, Bell Canada a fait une demande afin d'augmenter, pas une fois mais deux fois cette année, le tarif de base mensuel qu'elle facture aux millions d'abonnés et de facturer dans certains cas 60 p. 100 de plus, ce qui est incroyable.

Étant donné que cette demande de Bell Canada pourrait amener d'autres compagnies de téléphone—de la province de Terre-Neuve à celle de la Colombie-Britannique—à faire des demandes similaires et étant donné les difficultés que connaissent déjà les Canadiens par la faute du gouvernement, celui-ci peut-il leur garantir aujourd'hui qu'ils continueront d'avoir accès à des services de téléphone à un prix abordable pour tous?

[Français]

**L'hon. Pierre H. Vincent (ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien)):** Monsieur le Président, comme mon collègue le sait sûrement, la demande de Bell Canada sera présentée au CRTC, et je sais, pour avoir reçu en fin de semaine des représentants de l'Association des consommateurs du Québec, qu'ils fe-